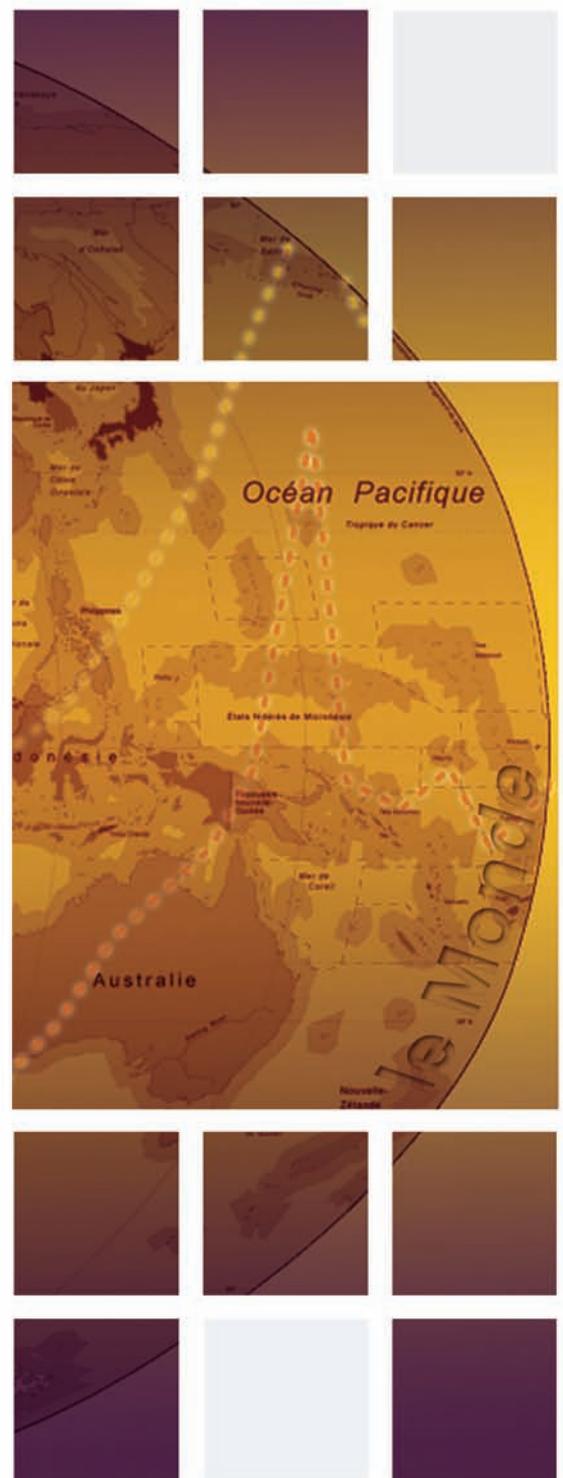
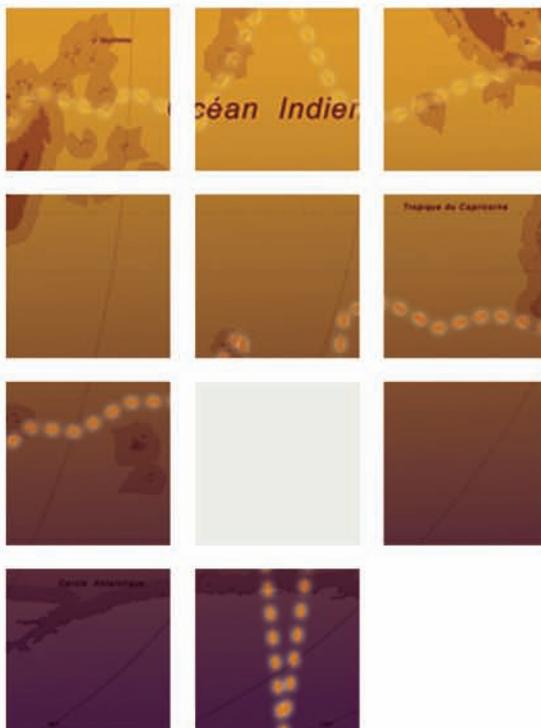


Points forts

05

De la Polynésie française

BILAN
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
2015



UNE CROISSANCE MONDIALE MODÉRÉE...

L'année 2015 est marquée par le ralentissement du commerce international, le maintien de politiques monétaires extrêmement accommodantes et par la confirmation de la décreue des prix du pétrole. La croissance économique mondiale se situe en-deçà des attentes initiales, à + 3,1 %.

L'activité économique est moins dynamique et la fin du boom des matières premières, combinée au ralentissement chinois, entame la croissance. La Chine et le Brésil, qui semblaient engagés dans un rattrapage rapide des pays avancés, sont actuellement dans une phase de transition difficile. Si la reprise est nette aux Etats-Unis et se consolide dans la zone euro, ce n'est pas le cas des pays émergents où le ralentissement économique se poursuit pour la cinquième année consécutive.



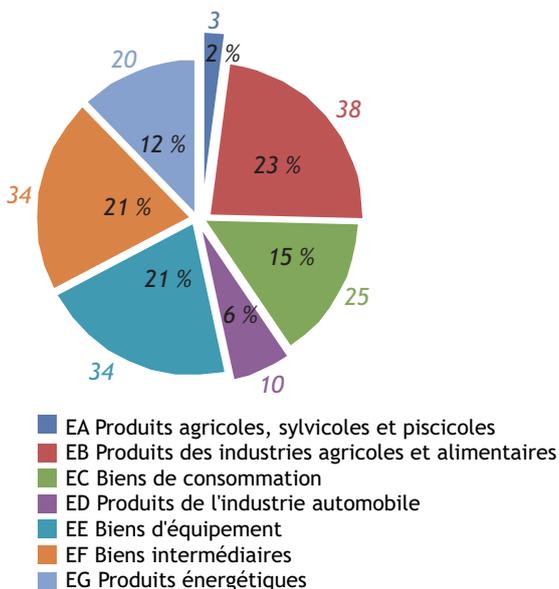
INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



VUE D'ENSEMBLE

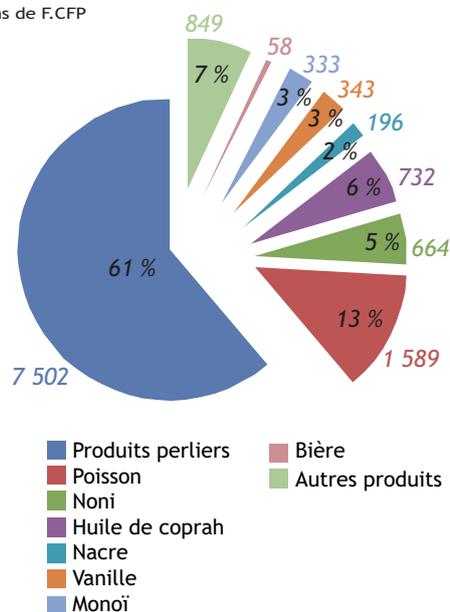
IMPORTATIONS CIVILES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE PAR GROUPE DE PRODUITS

en milliards de F.CFP



EXPORTATIONS LOCALES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE PAR PRODUIT

en millions de F.CFP



Sources : Service des Douanes, ISPF

Résilience des économies avancées, déception du côté des émergents

Les économies développées ont fait preuve de résilience et confirmé une croissance solide, qui devient plus homogène. L'activité américaine s'est maintenue malgré un net fléchissement en fin d'année. La croissance du PIB s'est globalement améliorée dans la Zone Euro, y compris en France, confirmant la reprise amorcée en 2014. Elle a en revanche légèrement ralenti au Royaume-Uni, ainsi qu'en Nouvelle-Zélande. En Australie, la croissance est plus forte qu'attendue, malgré la chute des cours des matières premières. Au Japon, encore en récession en 2014, l'activité s'améliore courant 2015, pour finir l'année sur une légère progression du PIB. Dans quasiment tous ces pays, la demande intérieure s'est maintenue mais le repli des exportations a pénalisé l'activité.

À nouveau, le ralentissement en termes de croissance, est principalement venu des économies émergentes. L'activité a tourné encore au ralenti en Chine, s'est à peine stabilisée en Russie, et s'est de nouveau contractée au Brésil (- 4 % en 2015). La chute des cours du pétrole pénalise les pays producteurs. Le ralentissement de la Chine a pesé sur l'activité des pays émergents qui lui fournissent des matières premières. Parmi les BRICS¹, seule l'Inde est épargnée par la morosité internationale. Elle profite de la baisse des prix des matières premières qui tire la croissance d'un marché intérieur dynamique et les investissements directs étrangers (IDE) ont doublé.

En fin d'année, l'écart de croissance entre pays dits avancés (+ 1,9 %) et émergents (+ 4 %) est le plus faible observé depuis 15 ans.

La Chine se réforme : un rééquilibrage difficile qui met en péril l'économie mondiale

L'économie chinoise est entrée depuis quelques années, dans une phase de changement de modèle de développement : l'objectif du gouvernement est désormais de faire évoluer une économie dépendante des investissements et des exportations vers un modèle de développement tiré par la consommation intérieure, les

¹ : BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

services et l'innovation. Cette transition structurelle produit ses premiers effets. La croissance économique du pays est moins forte, ce qui se ressent sur le commerce mondial : il ne progresse que de 2 % en 2015 contre 3,4 % en 2014, un des plus faibles résultats de ces cinquante dernières années.

Recul des prix des matières premières

La baisse des prix diminue les revenus de nombreux pays producteurs d'or noir (Angola, Nigeria, Venezuela, Equateur, etc.) ou d'autres matières premières (Afrique du Sud, Zambie, Chili, etc.). Leurs rentrées fiscales diminuent, leurs balances commerciales et leurs soldes courants deviennent déficitaires, et le taux de change de leurs devises se déprécie.

Pétrole, cuivre, fer, blé, maïs, sucre... constituent une partie des matières premières dont les prix ont chuté en 2015. Le baril de Brent passe sous la barre des 40 dollars début décembre. La surproduction explique cette baisse. Les grands pays producteurs de pétrole ont développé des stratégies afin de conserver leurs parts de marché, en particulier l'Arabie Saoudite a fait face à une concurrence sévère des productions d'Amérique du Nord (pétrole de schiste) et d'Iran.

La chute des cours des métaux s'explique également par le déséquilibre de l'offre et de la demande. Les grands groupes miniers ont multiplié les investissements ces dernières années pour accroître leurs capacités de production. Or, le ralentissement de l'activité en Chine pourrait se prolonger : plusieurs de ses secteurs industriels sont en surcapacité, comme la sidérurgie qui tire vers le bas le prix du minerai de fer (- 30 % en 2015). Le cuivre chute également de 29 % en 2015.

Dans le secteur primaire, le niveau élevé des récoltes explique la chute des prix des matières premières agricoles ; les stocks augmentent, comme dans la filière céréalière où les cours diminuent. Le cours du sucre, lui, s'est un peu redressé à l'automne, après avoir atteint son plus bas niveau depuis 2009.

Les politiques monétaires expansives soutiennent encore les économies affaiblies

Dans la plupart des économies avancées, importatrices de matières premières, la facture énergétique a nettement diminué en 2015 et le niveau général des prix commence à baisser. Le spectre de la déflation réapparaît ainsi, renforcé par la dégradation des perspectives de l'économie chinoise. La langueur de la reprise des économies développées, la persistance du chômage de masse dans plusieurs pays européens, l'inflation nulle dans la zone euro, la stagnation voire baisse des salaires réels et parfois nominaux, l'inertie de l'investissement des entreprises en dépit d'un niveau des profits et des cours de bourse historiquement élevés sont autant de signes qui interrogent les perspectives futures.

La Réserve Fédérale américaine (Fed) a décidé en décembre 2015 de relever d'un quart de point ses taux directeurs, proches de zéro depuis 2008. La dernière hausse remontait à 2006. C'est une situation inédite, où la Fed prend une direction opposée à celle de ses homologues ; l'année 2015 a été marquée par la poursuite du soutien massif des autres grandes banques centrales à leurs économies.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a lancé sa politique d'assouplissement quantitatif dès janvier, afin de stabiliser les finances publiques, ce qui a tiré l'euro vers le bas, et donné un sérieux coup de pouce aux exportations européennes. En revanche, l'effet sur l'inflation est limité, puisqu'elle reste inférieure à la cible de 2 % de la BCE, en partie du fait de la chute des cours des matières premières.

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu ses achats massifs de dette publique nipponne débutés au printemps 2013, afin d'éviter la déflation. Le Japon peine toujours à relancer les prix, le crédit et la consommation, et donc la croissance.

La Banque Centrale chinoise (PBoC) a suscité de vives réactions le 11 août en décidant de laisser fluctuer le cours du yuan de 2 % autour du taux atteint la veille. Les mois suivants, elle a baissé plusieurs fois ses taux directeurs, visant à pallier le ralentissement de l'économie chinoise. Elle a également massivement vendu des dollars pour limiter la chute de la monnaie chinoise face au dollar américain.

Dans la plupart des autres pays émergents, pénalisés par la baisse du cours des matières premières, les banques centrales ont adapté activement leur politique monétaire pour limiter la dépréciation de leur monnaie, notamment au Brésil, en Argentine, en Afrique du Sud et en Russie.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - 2015

	PIB 2015 (estimations FMI)	rappel PIB 2014	Indice des prix à la consommation	Taux de chômage	Taux directeur	Variation en un an
	Taux de croissance annuel		en moyenne annuelle	en fin d'année	Banques centrales	
Unité :	%	%	%	%	%	points
Monde	3,1	3,3	-	-	-	-
États-Unis	2,4	2,4	0,1	5,0	0,50	+ 0,2
Zone Euro	1,6	0,9	0,0	10,4	0,05	- 0,2
France métropolitaine ¹	1,1	0,2	0,0	10,3	0,05	- 0,2
Allemagne	1,5	1,6	0,2	4,4	0,05	- 0,2
Italie	0,8	- 0,4	0,0	11,6	0,05	- 0,2
Espagne	3,2	1,4	- 0,5	21,0	0,05	- 0,2
Royaume-Uni	2,2	2,9	0,0	5,1	0,50	0,0
Japon	0,5	- 0,1	0,8	3,3	0,00	0,0
Australie	2,5	2,7	1,5	5,8	2,50	0,0
Nouvelle-Zélande	2,3	3,2	0,3	5,3	3,50	- 1,0
Chine ²	6,9	7,4	1,4	4,1	5,60	- 0,4

1 : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.
2 : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : eurostats, banques centrales, OCDE, FMI.

AMÉRIQUE DU NORD

USA : la croissance se confirme

Les États-Unis représentent le premier débouché de la Polynésie française pour les exportations de produits de la pêche (1,3 milliard de F.CFP en 2015 sur les 2,4 milliards de F.CFP d'exportations vers ce pays). Les importations en provenance des États-Unis sont essentiellement constituées de produits alimentaires (ménages), ainsi que de biens d'équipement (entreprises). Le marché américain est le premier marché émetteur de touristes en Polynésie française (62 000 en 2015, soit un tiers des touristes), principalement grâce aux croisières.

Après avoir connu sa plus grave récession depuis les années 1930 suite à la crise financière de 2009, l'économie américaine s'est redressée grâce à un plan de relance budgétaire et monétaire de grande ampleur. En 2015, la croissance du PIB est restée soutenue (2,4 %), stimulée par la consommation privée, la faiblesse des taux d'intérêts et le dynamisme des créations d'emplois.

• La consommation des ménages soutient la croissance

En 2015, le PIB américain a augmenté de 2,4 %, comme en 2014. Ainsi, la croissance est restée soutenue malgré un premier trimestre marqué par un hiver rigoureux et les grèves des dockers de la côte ouest. La consommation privée est le premier contributeur à la croissance. Les ventes de voitures ont été dynamiques, les plus fortes observées depuis l'année 2000, les consommateurs bénéficiant, de surcroît, de la baisse de leur facture énergétique. L'investissement résidentiel est bien orienté fin 2015 (mises en chantiers, permis de construire, crédits immobiliers). En revanche, le secteur de l'énergie a souffert de la baisse du cours du baril de pétrole ; les producteurs de pétrole de schiste se sont recentrés sur les puits offrant les meilleurs rendements afin de limiter leurs coûts. Ainsi en 2015, plus de 60 % des puits ont fermé et en 2016, la production de pétrole non conventionnel devrait diminuer. Malgré les fortes difficultés de ce secteur, les défaillances d'entreprises diminuent dans l'ensemble de l'économie en 2015. Cette amélioration s'explique par un niveau d'endettement du PIB très

inférieur à celui des pays de la zone euro, soit 41 % contre 65 % et des niveaux de profit des entreprises supérieurs à 10 %. Les secteurs les mieux orientés sont l'automobile, le textile et habillement, et le transport en lien avec la bonne tenue de la consommation interne. Les entreprises du secteur de la chimie profitent également de la baisse du cours du pétrole pour augmenter leurs marges.

• Un dollar fort qui pénalise les exportations

Le contexte international pèse sur la croissance des exportations américaines ; le niveau élevé du dollar renchérit le coût des produits américains dans un contexte de ralentissement du commerce mondial. La balance commerciale se dégrade avec une hausse des importations supérieure à celle des exportations en lien avec un dollar plus fort et la bonne orientation de la demande américaine.

• Investissements dans le rouge en fin d'année, notamment en raison de la chute du pétrole

La croissance économique des États-Unis marque le pas au quatrième trimestre, ralentie par la chute des investissements des entreprises notamment dans le secteur énergétique et la décélération des dépenses de consommateurs. La dépréciation des prix du pétrole pénalise le secteur extractif dont les investissements dans les infrastructures industrielles ont chuté de 40 % sur le dernier trimestre. Sur l'année, la baisse des investissements dans les secteurs minier et pétrolier atteint 35 %, le plus fort repli depuis 1986. Les entreprises ont aussi puisé dans leurs stocks plutôt que de produire à nouveau. Le commerce extérieur a pesé sur la croissance en fin d'année, handicapé par un renforcement du dollar.

Dans ce contexte de reprise, mais où la perspective d'un nouveau ralentissement est possible (faible taux d'emploi, pressions baissières sur les prix), la Banque centrale américaine (Fed) a décidé de mettre fin à sept années de politique monétaire ultra expansionniste en relevant son principal taux directeur en décembre 2015.

• Un taux d'emploi inférieur au niveau atteint avant la crise financière

Le chômage diminue en 2015, atteignant 5 %. Cependant, cela masque une moindre participation au marché du travail (62 % en 2015). En prenant en considération les travailleurs découragés ayant quitté le marché du travail et ceux qui sont contraints d'accepter des postes à temps partiel, le taux de chômage réel grimpe à plus de 10 % (contre 8 à 10 % avant la crise). En outre, les salaires augmentent peu et les inégalités progressent. Le nombre de citoyens américains disposant d'un bien immobilier a atteint son plus bas niveau depuis 1995.

EUROPE

France : reprise confirmée, poussée par des moteurs exogènes

Les exportations polynésiennes vers la France métropolitaine (1,6 milliard de F.CFP) sont principalement constituées d'huile de coprah (seule destination en 2015), de monoï, vanille, perles et poissons. La France est le premier fournisseur de la Polynésie française (42 milliards de F.CFP, soit le quart du total des importations). Deuxième marché émetteur de touristes, 35 000 Français ont visité la Polynésie en 2015 (20 % des touristes).

L'activité de l'économie française croît de 1,2 % en 2015. La faiblesse de l'euro conjuguée aux baisses des taux d'intérêt et des prix du pétrole, ont soutenu la croissance de la demande intérieure. Ainsi, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises repartent timidement, mais le taux de chômage demeure élevé.

• La baisse des taux d'intérêt et de l'euro soutient l'activité

Le programme de rachats de dettes publiques d'un montant de 60 milliards d'euros par mois, annoncé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en janvier a été lancé en mars 2015. Ce programme, connu sous le nom d'assouplissement quantitatif, est prolongé jusqu'en mars 2017. Il permet d'assouplir les conditions de financement de l'économie en maintenant les taux d'intérêt à des niveaux faibles. Cette politique monétaire vient en soutien de l'investissement public pour relancer l'activité des pays européens et favorise dans le même temps les exportations via un euro moins fort. L'Insee estime que l'action de la BCE explique un tiers de la croissance française en 2015 (0,4 point de PIB).

Le cours de l'euro a diminué de 25 % face au dollar depuis mi-2014, favorisant ainsi les exportations françaises. Parmi les entreprises françaises exportatrices, 53 % exportent au-delà de la zone euro. Des secteurs comme l'automobile, le luxe ou encore les cosmétiques profitent de la hausse du pouvoir d'achat dans les économies développées, hausse qui s'explique là encore par la baisse du prix du pétrole. En 2015, les exportations françaises vers les pays de la zone euro ont progressé de plus de 2 % et celles vers les Etats-Unis de presque 20 %. Par ailleurs, la faiblesse du prix du pétrole, a permis de diminuer la facture énergétique.

• La baisse du prix du pétrole soutient la consommation et les résultats des entreprises

Le rebond de la croissance en 2015 est soutenu par la consommation (publique et ménages). L'inflation nulle et la progression des salaires bénéficient au pouvoir d'achat des ménages. Enfin, les prestations sociales ont légèrement progressé. La consommation progresserait de 1,4 % en 2015.

La chute des prix du pétrole explique pour moitié l'amélioration des marges des entreprises. L'autre moitié s'explique par la mise en place du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)². D'ailleurs, tout au long de l'année, la confiance des chefs d'entreprise s'améliore. L'investissement des entreprises repart timidement en 2015 (+ 2 %).

Le niveau de chômage demeure un frein aux investissements et aux dépenses des ménages. Les capacités de production étaient utilisées à 78 % à fin 2015, niveau encore insuffisant pour inciter les entreprises à revenir vers leurs taux d'investissement d'avant crise (3,8 % en moyenne sur la période 2003-2007 contre 2 % en 2015). Selon l'enquête de l'INSEE, la première motivation des chefs d'entreprises est la recherche de gain de productivité, par la modernisation des outils de production plutôt que par l'extension ou la recherche de nouveaux débouchés.

ZONE EURO (hors France) : des croissances plus homogènes

Les exportations polynésiennes vers la zone euro (hors France) s'élèvent à 117 millions de F.CFP en 2015, et concernent dix pays de la zone sur les 18 (hors France), essentiellement pour des exportations de noni, vanille et poisson. Les importations proviennent de tous les pays de la zone, pour un montant de 19 milliards de F.CFP. Les produits agricoles et énergétiques sont peu concernés. En 2015, 16 700 touristes européens (non compris les Français) sont venus visiter la Polynésie française, dont 8 000 Italiens, 3 500 Allemands et 2 600 Espagnols.

La reprise économique de la zone euro semble se confirmer en 2015. La croissance s'est renforcée grâce à la consommation et à un redressement de l'investissement, y compris en Espagne et en Italie. La crise de la dette grecque n'a pas eu d'impact sur la croissance, l'activité a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre, au même rythme modéré qu'au trimestre précédent, ce qui porte à 1,6 % la croissance de la zone euro sur l'année 2015.

• Allemagne : la consommation, faute d'exportations

La croissance allemande est restée stable en 2015 (1,5 % après 1,6 % en 2014). La baisse des prix de l'énergie et le dynamisme du marché du travail ont accéléré la croissance de la consommation des ménages. A contrario, les moteurs traditionnels de la croissance ont joué un rôle moins important : l'investissement ralentit et la contribution du commerce extérieur est moindre.

Toutefois, l'excédent budgétaire est de plus de 16 milliards d'euros en 2015, le meilleur depuis 15 ans. Situé à moins de 5 %, le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas depuis 24 ans. Le pays compte plus de 43 millions d'employés, nombre le plus important jamais enregistré.

• Italie : une reprise en demi-teinte

L'économie italienne a été fortement touchée par la crise financière mondiale : l'activité s'est contractée de plus de 9 % depuis 2007 et l'Italie a fait face à plus de trois années de récession. Ce cycle s'inverse en 2015 où la croissance atteint 0,8 %, elle est toutefois inférieure aux attentes du gouvernement italien. La production

² : ce dispositif permet aux entreprises de déduire de leur impôt sur le revenu, l'équivalent de 6 % de la masse salariale pour les salaires compris entre une et 2,5 fois le SMIC.

industrielle a rebondi en 2015 (+ 1 %), mais la croissance de l'Italie est encore inférieure à la moyenne de la zone euro du fait de faiblesses structurelles persistantes. En outre, la dette publique reste à des niveaux élevés, à 2 200 milliards d'euros, ce qui représente 132 % du PIB.

En 2015, la consommation des ménages a bénéficié de plusieurs facteurs positifs : les créations d'emploi ont été favorisées par des exonérations de cotisations sociales sur les embauches de CDI, et une inflation nulle grâce à la baisse des prix de l'énergie. Mais les entreprises italiennes sont toujours en difficulté avec des taux de marge dégradés et une faible productivité. Parallèlement le système bancaire doit faire face à un taux élevé de créances douteuses. L'accord conclu avec la Commission européenne devrait aider les banques italiennes en difficulté à vendre leurs prêts non performants puisqu'il permet au gouvernement italien d'apporter des garanties partielles pour soutenir la vente de ces portefeuilles qui sont alors transformés en obligations, auprès des investisseurs privés. L'investissement, qui a diminué de 30 % depuis 2008 repart faiblement malgré une détente des conditions financières. Le commerce extérieur est resté contenu par l'atonie de la demande mondiale.

Le taux de chômage, qui a augmenté depuis la crise financière mondiale, se situe à 11,9 %. Les jeunes sont les plus durement touchés, avec un taux de chômage proche de 40 %. Les inégalités régionales entre le Nord, riche et industrialisé et le Sud du Mezzogiorno pauvre et rural sont encore élevées.

• Espagne : dynamisme de la consommation

Après six ans de récession, la reprise engagée dans la seconde moitié de 2013 a continué de se renforcer en 2015 ; avec 3,2 % de croissance, soit deux fois plus que la moyenne de la zone euro, l'Espagne obtient ses meilleurs résultats depuis 2007. L'activité économique s'est appuyée sur une demande intérieure dynamique avec le retour de la confiance des ménages et des investisseurs, elle-même stimulée par la création d'emplois, la déflation, l'amélioration des conditions de crédit, la baisse du prix du pétrole, la reprise en Europe, la dépréciation de l'euro et la mise en œuvre des réformes.

Les déséquilibres continuent à se résorber en 2015. L'assainissement du secteur financier se poursuit avec un risque souverain moindre grâce à la forte baisse des coûts d'emprunt sur le marché obligataire et à l'effort d'ajustement budgétaire. Les entreprises exportatrices consolident leur position. Le déficit public continue à baisser en raison de la bonne tenue de la croissance et de la faiblesse des taux d'intérêt.

Cependant, la dette publique continue à augmenter, l'endettement du secteur privé reste préoccupant et la déflation toujours présente. Le taux de chômage de l'Espagne a baissé du fait de la baisse de la population active et de la création de nouveaux contrats temporaires, mais il reste très élevé (20 %) et un tiers des salariés touche au plus 655 euros par mois. La crise a entraîné une baisse générale du niveau de vie.

• Grèce : réformes et austérité

Après six années consécutives de récession et une croissance faible de 0,7 % en 2014, le PIB a stagné en 2015 et selon les prévisions, il diminuera de 0,7 % en 2016 (donnée de l'ONU).

L'année 2015 a débuté avec la montée au pouvoir du parti de gauche radicale Syriza, qui promettait la fin des politiques d'austérité prescrites par la Troïka (Fonds Monétaire International, Banque Centrale Européenne et Commission Européenne). Le gouvernement a tenté de négocier plusieurs dispositions avec les créiteurs externes qui ont finalement abouti au référendum de juillet opposant deux mouvements dans la société grecque : le mouvement pro-européen, pro-réformes et pro-austérité contre le mouvement anti-Troïka. C'est ce dernier qui a gagné, donnant une certaine légitimité au gouvernement grec pour les négociations qui débouchent finalement sur un accord pour le renflouement financier à l'encontre du résultat du référendum. Des mesures d'austérité sont mises en place qui conditionnent un prêt de 86 milliards d'euros. En 2015, le déficit budgétaire était de 7,6 % tandis que la dette publique était de 180 %. La Grèce fait également face à une augmentation dramatique du chômage, qui a atteint un quart de la population et plus de la moitié des jeunes de moins de 25 ans. Les prévisions pour 2016 et 2017 anticipent une légère amélioration.

• Portugal : reprise sur fond d'instabilité politique

Après trois années de récession (2011-2013), l'économie portugaise devrait croître à nouveau pour la troisième année consécutive en 2016 avec un taux de 1,6 %, après + 1,4 % en 2015. L'économie reste fragilisée par le poids des dettes publiques et privées. Le climat des affaires est favorable grâce à la faiblesse de l'euro, des prix du pétrole et de la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne.

La dette publique portugaise représente toujours 130 % du PIB et le Portugal devra rembourser 15 milliards d'euros par an à ses débiteurs jusqu'en 2020. L'économie portugaise a montré des signes de reprise depuis fin 2013 et elle a bénéficié du tourisme qui a atteint un niveau record en 2014.

En octobre 2015, le vote des Portugais aux élections législatives a porté au pouvoir un gouvernement de gauche, qui s'oppose aux mesures d'austérité.

Le taux de chômage est passé de 16 % en 2013 à 12,3 % fin 2015. Cette dynamique laisse entrevoir de bonnes perspectives pour 2016. Cependant, le chômage touche fortement les jeunes de moins de 25 ans. La montée des inégalités et des tensions sociales, l'érosion du pouvoir d'achat sont tangibles.

ASIE

Chine : une économie en transition

Les exportations polynésiennes vers la Chine (hors Hong Kong) s'élèvent à 190 millions de F.CFP en 2015 (1,5 % de nos exportations) et sont essentiellement constituées de rori (77 millions de F.CFP) et de noni (62 millions de F.CFP). Les exportations vers Hong Kong s'élèvent à 3,45 milliards de F.CP et sont constituées à 97 % de perles de culture brutes. Deuxième fournisseur de produits à l'importation, la Chine (hors Hong Kong) envoie pour 22 milliards de F.CFP de marchandises en 2015, pour moitié des biens d'équipement (entreprises), un quart de biens de consommation (ménages), et un quart de biens intermédiaires (entreprises). Avec 5 500 touristes chinois venus en Polynésie en 2015, la Chine représente désormais 3 % du total des touristes, soit le 6^{ème} marché émetteur.

En Chine, la croissance atteint 6,9 % en 2015. Le PIB de la deuxième puissance économique mondiale dépasse les 10 000 milliards de dollars. Le ralentissement de la croissance marque le tournant de l'économie chinoise vers le tertiaire, qui représente désormais la moitié du PIB. Mais cette transition est difficile du fait de la morosité de la conjoncture mondiale et de la surcapacité qui touche l'ensemble de son industrie (ciment, acier, verre, immobilier) avec une dette qui ne cesse de grimper (280 % du PIB).

En 2015, le ralentissement de l'économie chinoise se poursuit et l'image du gouvernement a été ébranlée par la catastrophe industrielle de Tianjin et le krach boursier de Shanghai. Les autorités ont entrepris des réformes pour rééquilibrer la croissance au profit de la consommation et des services qui affectent les profits des entreprises, déjà elles-mêmes en surcapacité et très endettées. Malgré un assouplissement continu de la politique monétaire et des mesures de relance budgétaire, l'investissement reste contraint. La qualité des actifs bancaires se dégrade et cette tendance reste sous-estimée en raison de l'importance du « shadow banking³ ». La libéralisation annoncée ne se traduit pas toujours dans la réalité, mais dans le secteur financier, la monnaie chinoise a été internationalisée avec son inclusion dans le panier de réserves du FMI.

• Difficile transition vers le tertiaire

Le ralentissement de l'économie chinoise, certes souhaité par le régime communiste, commence à inquiéter tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les exportations en berne, l'indice du secteur manufacturier (PMI) au plus bas depuis six ans, la déflation latente, la production d'électricité en baisse pour la première fois depuis plusieurs décennies reflètent la contraction de la croissance chinoise. Mais c'est aussi le signe de la tertiarisation de l'économie et d'une diminution progressive des besoins énergétiques dans le secteur industriel. La Chine cherche dorénavant à rééquilibrer son modèle économique vers la consommation intérieure et les services. En 2015, pour la première fois, le secteur des services représente plus de la moitié du PIB chinois.

Dans un contexte mondial morose, les exportations chinoises reculent de mois en mois, et les investissements diminuent du fait des surcapacités. Les débouchés à l'export diminuant, trop de produits inondent le marché chinois d'où une baisse des prix. Les ventes de détail sont en baisse du fait de la déflation. L'indicateur d'activité des entreprises est revenu à son niveau de 2008, traduisant l'inquiétude des industriels. L'activité manufacturière

3 : « shadow banking ». En français, « finance de l'ombre » ou « finance fantôme », qui englobe tous les intermédiaires financiers qui sont en dehors du système bancaire traditionnel et participent au financement de l'économie mondiale, ce sont toutes les opérations financières qui se font hors des bilans des banques.

se contracte et les prix à l'export deviennent plus chers, du fait de la hausse du coût du travail en Chine. Sur ce plan, la Chine a dépassé les Philippines et la Thaïlande. Produire en Chine est devenu moins intéressant. L'emploi a progressé plus rapidement que prévu : la Chine compte désormais une population active de 900 millions de personnes, dont 150 millions considérées comme personnes qualifiées. La Chine perd son avantage concurrentiel avec la forte hausse du coût du travail qui constitue le principal facteur du ralentissement de la croissance et entraîne des surcapacités de production dans le secteur de l'industrie lourde (acier, fer, aluminium, ciment). Pour exemple, le secteur de l'acier est en surcapacité de 300 millions de tonnes, soit presque trois fois la production annuelle de toute l'Union européenne.

Cependant, pour la première fois dans l'histoire économique récente de la Chine, le secteur des services prédomine dans la composition du PIB. Si toute une partie de l'industrie est ralentie (ciment, acier, charbon), une autre (TIC, télécoms) résiste. La Chine a en effet pleinement intégré l'ère digitale et, dans ce domaine, elle n'a rien à envier à l'Europe et aux États-Unis.

La consommation des ménages chinois est de plus en plus tournée vers des produits de bien-être (loisirs, cosmétiques, etc.). Si la demande commence à être saturée dans les grandes villes telles que Pékin ou Shanghai, elle reste encore forte dans les villes de deuxième ou troisième rang où la grande majorité de la population ne fait pas encore partie de la classe moyenne. En 2015, la consommation a contribué à hauteur de 60 % à la croissance.

• La Chine a donné le « la » sur les marchés financiers

La bulle boursière qui s'est formée et a éclaté violemment au cours de l'été a fait perdre à la bourse de Shanghai, 40 % de sa valeur en deux mois. La communication du gouvernement autour de la crise boursière n'a pas rassuré les investisseurs : 130 milliards de dollars de capitaux ont ainsi quitté la Chine en août.

Les soubresauts de la nouvelle première puissance économique mondiale ont donné le tempo des mouvements sur les marchés, qu'il s'agisse des marchés boursiers, de taux ou de matières premières. Les inquiétudes sur la croissance et le système financier chinois sont un peu atténuées mais ne sont pas dissipées, comme en témoigne le nouveau décrochage des bourses asiatiques en début d'année 2016.

JAPON : croissance incertaine

Le Japon est la première destination pour les exportations polynésiennes, pour un montant de 3,7 milliards de F.CFP en 2015, essentiellement composées de perles (3,4 milliards de F.CFP). La Polynésie française importe pour 2,6 milliards de F.CFP de produits nippons, pour moitié des biens d'équipement. Les touristes japonais sont 11 500 à s'être rendus en Polynésie française en 2015, premier marché émetteur asiatique.

Troisième économie mondiale, le Japon est très vulnérable à la situation économique internationale du fait de sa forte dépendance vis à vis des exportations. L'économie a récemment connu des épisodes de récession du fait du ralentissement économique mondial, des catastrophes qui ont touché le pays et du contrecoup de la hausse de la TVA en 2014. En 2015, la croissance est demeurée atone (0,5 %), portée par le commerce extérieur et la consommation publique.

• Les « abenomics » ne portent pas leurs fruits

Depuis une hausse de la TVA en avril 2014, le Japon alterne trimestres de modeste croissance et de contraction. Ainsi en 2015, les doutes concernant les « abenomics » - réformes économiques voulues par le premier ministre Shinzo Abe et comprenant relance budgétaire, assouplissement monétaire et réformes structurelles - se sont accentués. La croissance est restée faible, le risque de déflation a persisté, et la dette publique est toujours très élevée (supérieure à 245 % du PIB). La consolidation budgétaire reste un enjeu essentiel pour le pays afin que la dette soit à nouveau sur une trajectoire soutenable. Le gouvernement a ainsi réaffirmé en juin 2015 sa volonté d'atteindre un surplus primaire⁴ d'ici 2020.

⁴ : un surplus/excédent primaire correspond à un solde positif du budget des administrations publiques non compris les intérêts versés sur la dette et les revenus d'actifs financiers reçus.

Un plan d'urgence a été annoncé en novembre 2015, prévoyant une hausse de 3 % du salaire minimum, des mesures de soutien (telles que l'extension de l'accès à l'assurance chômage et l'aide aux retraités) et la facilitation des procédures administratives pour inciter les PME à investir. De plus, un accord de principe a été conclu en octobre concernant le Partenariat transpacifique de libre échange mis en œuvre par les États-Unis dont l'enjeu est d'harmoniser les normes en réduisant les droits de douane et de contrebalancer l'influence grandissante de la Chine.

• Le déficit commercial baisse de 78 %

Le Japon s'est retrouvé en récession en 2011, pour la première fois en 31 ans, conséquence de la catastrophe de Fukushima avec l'arrêt progressif de l'ensemble des réacteurs du pays et un recours accru aux hydrocarbures pour faire tourner les centrales thermiques. Depuis, le déficit commercial annuel n'a cessé de grimper. Toutefois, en 2015, la chute des cours du pétrole a considérablement diminué la facture énergétique : - 41 % pour les dépenses en pétrole, - 33 % pour les produits pétroliers et - 30 % pour le gaz naturel liquéfié. Au final, le montant des importations a reculé de 18 % en valeur en 2015, grâce au pétrole moins cher, mais aussi en raison d'une demande atone. Pendant ce temps, les exportations accentuaient également leur baisse, sur fond de ralentissement dans les pays émergents. Elles ont ainsi chuté de 8,6 % vers la Chine, partenaire commercial majeur du Japon et de 10,3 % vers la région Asie. Le solde commercial négatif s'est établi en 2015 à 2 800 milliards de yens (22 milliards d'euros), à comparer à un déficit historique de 12 800 milliards en 2014.

• Le Japon relance la guerre des monnaies

La Banque du Japon lance l'offensive dans la guerre des monnaies. En appliquant aux dépôts un taux négatif, la banque du Japon a cherché - et réussi - à déprécier le yen. Un mouvement qui va provoquer des répliques partout dans le monde et annonce un engrenage périlleux. Cette décision de la Banque du Japon (BoJ) d'imposer des taux négatifs - même selon une méthode plus modérée que la BCE ou la Banque nationale suisse - ouvre un nouveau chapitre dans la guerre des monnaies déjà relancé par le Japon, en 2012, lorsque le nouveau premier ministre Shinzo Abe avait publiquement fait savoir qu'il chercherait à déprécier le yen.

OCÉANIE

Australie : la croissance se renforce plus que prévu en 2015

L'Australie achète essentiellement des perles (8,5 millions de F.CFP), du noni (3,6 millions) et du poisson (2 millions) à la Polynésie française. Quant aux 5 milliards de F.CFP de produits en provenance d'Australie, ce sont principalement des produits alimentaires (2,5 milliards de F.CFP), et des matières premières (1,5 milliard de pétrole et biens intermédiaires). Les Australiens représentent 5 % des touristes venus visiter la Polynésie française en 2015, soit 9 200 personnes.

L'Australie est le seul pays de l'OCDE à ne pas avoir été en récession durant la crise financière, l'économie ayant connu 25 années de croissance consécutives. La croissance a atteint 2,5 % en 2015, diminuant légèrement par rapport à 2014. Le dollar australien a baissé en 2015 et la chute des cours de charbon et de minerais de fer a fortement pesé sur les exportations. Ce ralentissement économique s'explique également par la baisse de la demande chinoise sur les exportations. Le secteur minier représente environ 20 % du PIB, mais les investissements diminuent. L'Australie doit se réinventer face à la fin de l'âge d'or minier et dispose d'autres atouts : une exportation massive de produits agricoles, une solide demande intérieure et un secteur financier robuste.

• Un commerce extérieur très dépendant de l'Asie

L'Australie fait face aux défis posés par le vieillissement de la population et par les problèmes climatiques (sécheresse, inondations). Pour stimuler son économie, l'Australie accroît son intégration commerciale avec l'Asie. Un accord de libre-échange a été signé avec la Chine, son principal partenaire commercial, en 2014. L'Australie est un pays largement ouvert au commerce international, la part du commerce extérieur dans le PIB est de 41 % (moyenne OMC 2012-2014). En 2014, le déficit commercial avait très fortement augmenté. Cette tendance s'est encore renforcée en 2015. Structurellement, le commerce extérieur dépend étroitement de la situation économique chinoise, du prix des matières premières et de la valeur du dollar australien, en baisse en 2015.

Les ralentissements de la croissance chinoise et du commerce international ont affecté les exportations australiennes, de même que la baisse des cours internationaux de fer et charbon. Le développement des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) pourrait à terme réduire le déficit commercial.

• La baisse des taux soutient les dépenses des ménages

Dès septembre 2015, le nouveau premier ministre, Malcolm Turnbull, entend mener une politique de relance économique, en investissant dans la formation et les infrastructures. Pour relancer l'économie, la Banque centrale a abaissé son taux directeur à 2 % en mai 2015, niveau historiquement bas. Cette initiative a allégé le poids de la dette des ménages australiens, particulièrement endettés. Le taux de chômage a atteint 6,2 % en 2015. Le marché du travail a montré des signes de reprise vers la fin de l'année 2015.

Nouvelle-Zélande : la faiblesse des prix du lait et le ralentissement chinois affectent l'économie

Les exportations vers la Nouvelle-Zélande sont peu nombreuses. Elles s'élèvent à 140 millions de F.CFP en 2015, dont une moitié sont des perles, et l'autre des produits destinés au recyclage. En revanche la Nouvelle-Zélande est le cinquième fournisseur de produits à l'importation (12 milliards de F.CFP) pour la Polynésie française, essentiellement des produits alimentaires (8 milliards) et des biens intermédiaires (3,2 milliards). La Nouvelle-Zélande est aussi le cinquième marché émetteur de touristes avec 7 300 Néo-Zélandais en 2015.

La croissance néo-zélandaise a été de 2,3 % en 2015, contre 3,2 % en 2014. Premier exportateur mondial de lait, et premier fournisseur de la Chine, son premier partenaire commercial, la Nouvelle-Zélande a souffert de la chute des prix mondiaux du lait en 2015. Cependant, l'économie s'est diversifiée ces dernières années. Le tourisme est en forte croissance.

• La faiblesse des prix du lait et le ralentissement chinois affectent l'économie

La croissance est plus modérée en 2015 qu'en 2014. Le ralentissement de la demande chinoise pèse sur les exportations néo-zélandaises à destination de la Chine (premier partenaire commercial) et de l'Australie (deuxième partenaire commercial). La persistance de la faiblesse des prix du lait, comparé au pic de début 2014, continue à avoir des conséquences néfastes sur le secteur laitier (un quart des exportations de biens et 3 % du PIB). Le dynamisme de la demande domestique limite cet impact négatif. Entre juin et décembre 2015, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a diminué de 100 points de base son taux directeur, désormais à 2,50 %. Cette politique plus accommodante soutient la consommation des ménages, malgré leur niveau élevé d'endettement (155 % du revenu disponible brut). Les exportations profitent de la dépréciation passée de la monnaie face au dollar. Par ailleurs, la signature de l'accord de partenariat transpacifique (PTP) en octobre 2015 avec 11 autres pays de la zone Asie-Pacifique (hors Chine), sera une opportunité en termes de croissance, d'emploi et d'exportation (40 % des exportations néo-zélandaises sont à destination des pays du PTP), notamment pour le secteur agricole et les produits laitiers.

• Finances publiques saines mais dégradation du compte courant

Malgré le ralentissement économique, le retour à un excédent budgétaire reste une des priorités du gouvernement dans la mesure où le pays est fortement endetté auprès des non-résidents. Le secteur bancaire (dominé par quatre banques) est exposé au fort endettement des ménages, notamment des agriculteurs et au faible taux d'épargne des ménages (3 %).

• Forte croissance du tourisme depuis la coupe du monde de rugby en 2011

La fréquentation touristique de la Nouvelle-Zélande progresse encore; elle franchit la barre des 3 millions de visiteurs en 2015, soit une hausse de 9,6 % par rapport à 2014. La moitié de cette hausse vient du marché asiatique, en particulier chinois. L'Australie, premier marché émetteur de touristes vers la Nouvelle-Zélande, représente un tiers de cette hausse. Le tourisme joue désormais un rôle important dans l'économie de la Nouvelle-Zélande en termes de production de biens et services et de création d'emplois.

AMÉRIQUE LATINE

Chili

Le Chili fait partie des deux seuls pays d'Amérique latine vers lesquelles sont exportés des produits de Polynésie française. Sur les 38 millions de F.CFP d'exportations, 26 millions concernent du monoï en 2015. Sur les 181 millions de F.CFP d'importations en provenance du Chili, 162 millions sont des produits alimentaires en 2015. La Polynésie française a reçu 1 700 touristes chiliens en 2015.

L'économie chilienne, contrairement aux pays voisins, a réussi à maintenir sa stabilité. Cependant, le Chili a été confronté à un important ralentissement économique en 2015 (+ 2,1 %), dû à la chute des cours du cuivre, le pays est en effet le premier exportateur de cuivre au monde.

Le Chili est touché par plusieurs scandales de corruption concernant le financement illégal de campagnes électorales. Le faible taux d'approbation du gouvernement actuel, perturbe la mise en place des réformes constitutionnelles, fiscales et de l'éducation, prévues initialement dans son programme électoral. En particulier, la réforme fiscale n'a pas généré les recettes prévues (8,3 milliards de dollars, soit 3 % du PIB) pour l'état afin de financer la réforme de l'éducation et réduire les inégalités sociales. Le déficit public du Chili reste modeste (près 2 % du PIB), et la dette contenue (20 % du PIB), un des ratios les plus faibles parmi les pays de l'OCDE.

En raison du ralentissement économique, le taux de chômage a augmenté à 6,6 % en 2015. La pauvreté continue d'affecter presque 15 % de la population chilienne, et les inégalités sont très importantes (un des taux les plus élevés dans l'OCDE). Les deux challenges majeurs de l'économie chilienne sont la réduction des inégalités et de la dépendance du pays aux exports de cuivre. Pour atteindre ce dernier objectif, le Chili a investi massivement dans les énergies renouvelables, qui représenteront 20 % de la production d'énergie du pays en 2020.

Brésil

Les exportations vers le Brésil (1,6 million de F.CFP) sont constituées de perles et de produits à recycler. La Polynésie française importe pour 240 millions de F.CFP de produits brésiliens en tout genre. En 2015, 2 400 touristes brésiliens sont venus visiter la Polynésie française.

Après avoir connu une période de très forte croissance, l'économie du Brésil montre des signes d'essoufflement depuis 2011 à cause de la stagnation des prix des matières premières, du tassement de la consommation intérieure lié à l'endettement des ménages, et de la baisse des investissements. Affectée par le recul de la consommation des ménages, de l'activité industrielle et de l'investissement, l'économie brésilienne est entrée en récession depuis 2014 (- 3,8 % en 2015).

En 2015, l'économie brésilienne s'est enfoncée dans la récession et les difficultés budgétaires et politiques se sont accentuées. Les tentatives d'ajustement budgétaire et de contrôle de l'inflation ont échoué et la note de la dette souveraine du Brésil a été dégradée par deux agences de notation, le pays perdant son « Investment grade⁵ ». Le déficit budgétaire s'est aggravé pour atteindre plus de 9 % et la dette publique frôle les 70 % du PIB. L'objectif d'un excédent budgétaire primaire a été abandonné, et la Présidente Dilma Rousseff a posé son veto sur plus de 50 amendements faits au budget 2016, y compris ceux concernant des coupes dans le programme social phare (Bolsa Familia) et l'interdiction du recours par l'Etat au financement extérieur pour certains projets. Plusieurs difficultés freinent le potentiel brésilien : la forte appréciation de la monnaie, le délabrement des infrastructures, les inégalités sociales et géographiques. En outre, le pays doit entamer des réformes structurelles, dont la modernisation du système fiscal et la rationalisation du système de retraites. Malgré ces problèmes, le Brésil dispose d'un secteur agroalimentaire performant, de réserves de change importantes et d'une Banque publique de développement puissante.

⁵ : les « investment grade » (titres investissables en français) correspondent aux notations des agences de notation, situées entre AAA et BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's. Ils correspondent à un niveau de risque faible. Elles sont également appelées également « High Grade ». On peut noter que certains investisseurs institutionnels sont contraints par leurs statuts de n'investir que dans des entreprises « investment grade ».

AFRIQUE

Les exportations vers l'Afrique s'élèvent à 12 millions de F.CFP en 2015, et sont essentiellement composées de produits de l'industrie automobile (7 millions), et de coquillages (bénéitiers, 3,6 millions). Les 705 millions de F.CFP d'importations en provenance d'Afrique, se répartissent pour 300 millions en biens d'équipement, pour 150 millions en produits alimentaires et pour 140 millions en biens de consommation. La Polynésie française a reçu 106 touristes africains en 2015.

L'Afrique est l'une des régions du monde dont la croissance est la plus rapide, mais elle pâtit aujourd'hui fortement de la conjoncture mondiale et de difficultés d'ordre interne. Sa croissance s'est tassée à 3 % en 2015, contre 4,5 % en 2014, ce qui correspond à sa croissance la plus faible depuis 2009. De plus, l'expansion démographique freine la progression du PIB par habitant. Si l'on observe des écarts d'un pays à l'autre (tout particulièrement entre les États riches en ressources naturelles et les autres), la croissance de l'Afrique est, dans l'ensemble, encore inférieure à son niveau d'avant la crise financière internationale. Ce ralentissement rend d'autant plus difficile la lutte contre la pauvreté. Bien qu'il ait reculé de 57 % en 1990 à 43 % en 2012, l'incidence de l'extrême pauvreté reste élevée.

La fin du super-cycle des matières premières a entraîné une forte baisse des cours du pétrole, du gaz, des métaux et des minerais. En tant qu'exportateur net de produits de base, l'Afrique est profondément affectée par cette baisse, qui pèse sur son solde courant et son solde budgétaire.

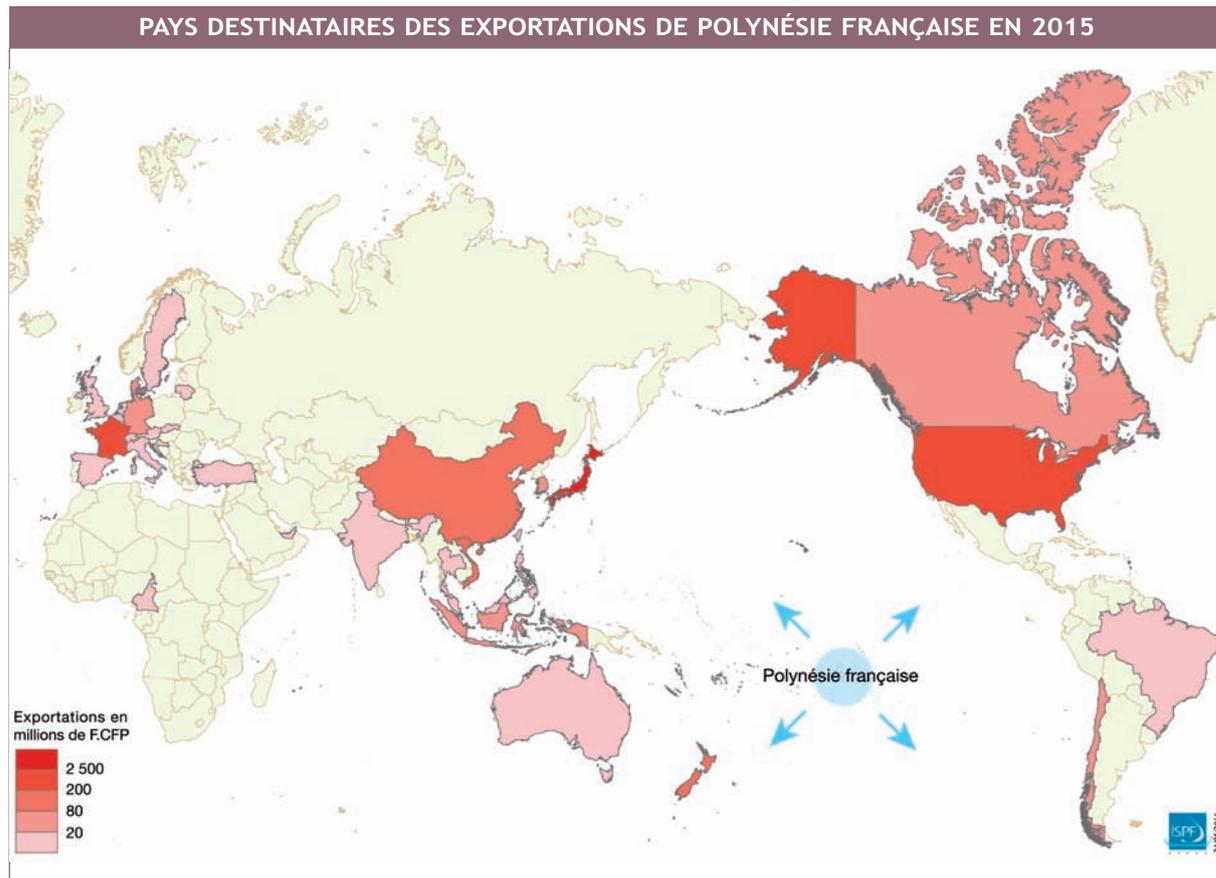
Le continent est par ailleurs confronté à une hausse de la violence et des conflits armés, qui entraînent une aggravation des déplacements forcés de populations. En outre, les trafics, la piraterie et l'extrémisme religieux sont autant de nouvelles menaces qui sont à l'origine de fragilités persistantes dans de nombreuses régions du continent. La propagation du virus Ebola a été endiguée dans une large mesure, mais le risque de pandémie reste toujours élevé. Les leçons tirées de cette crise montrent l'importance d'un renforcement des systèmes de santé, ainsi que des moyens de surveillance des maladies et de coordination à l'échelle régionale. Le changement climatique constitue un autre risque pour l'Afrique. Alors que cette région du monde est celle qui émet le moins de carbone, c'est celle qui souffre le plus des effets de l'évolution du climat sur la sécheresse, l'érosion des côtes et les inondations.

Cette vulnérabilité aux chocs accroît l'incertitude et nuit à la productivité et à la croissance. ■

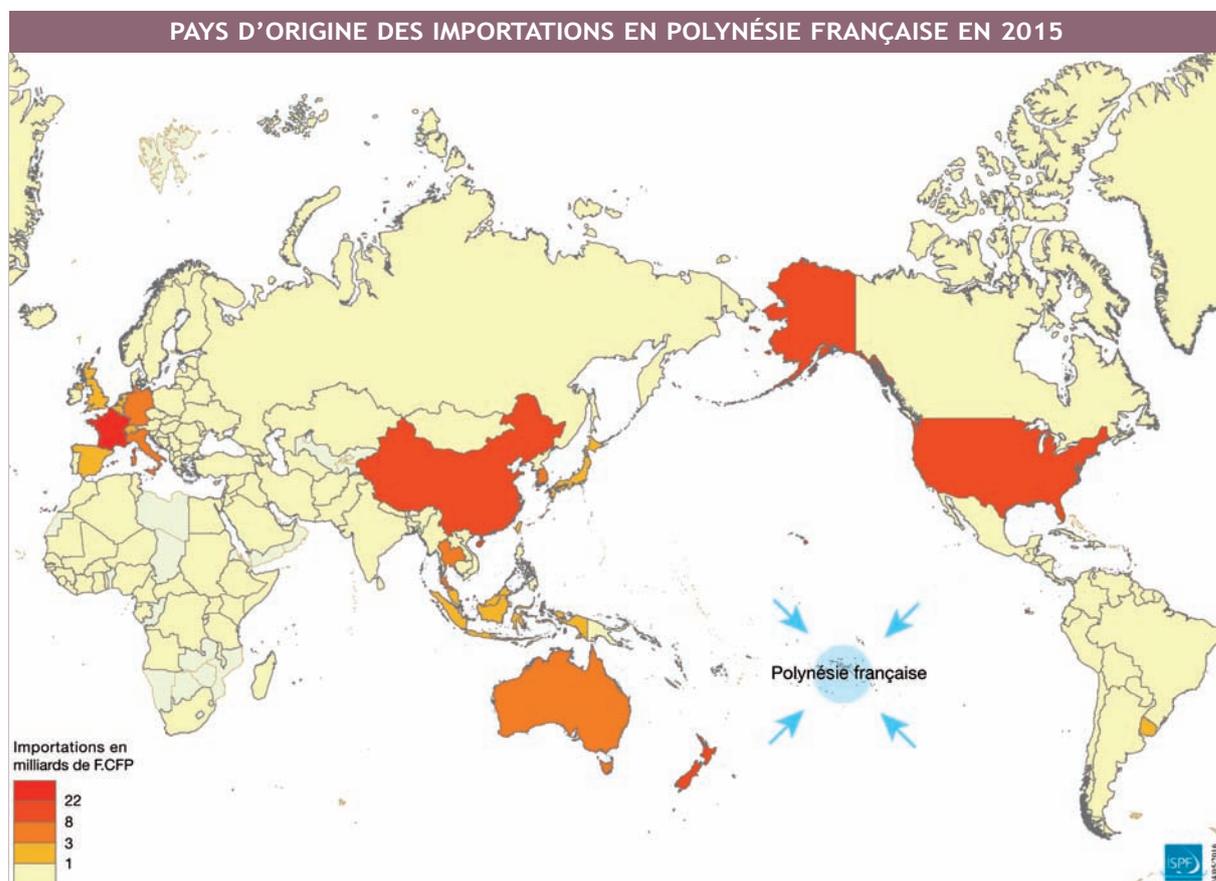
+3,1 %

C'est la croissance de l'économie mondiale en 2015, en ralentissement par rapport à 2014 (3,3 %).

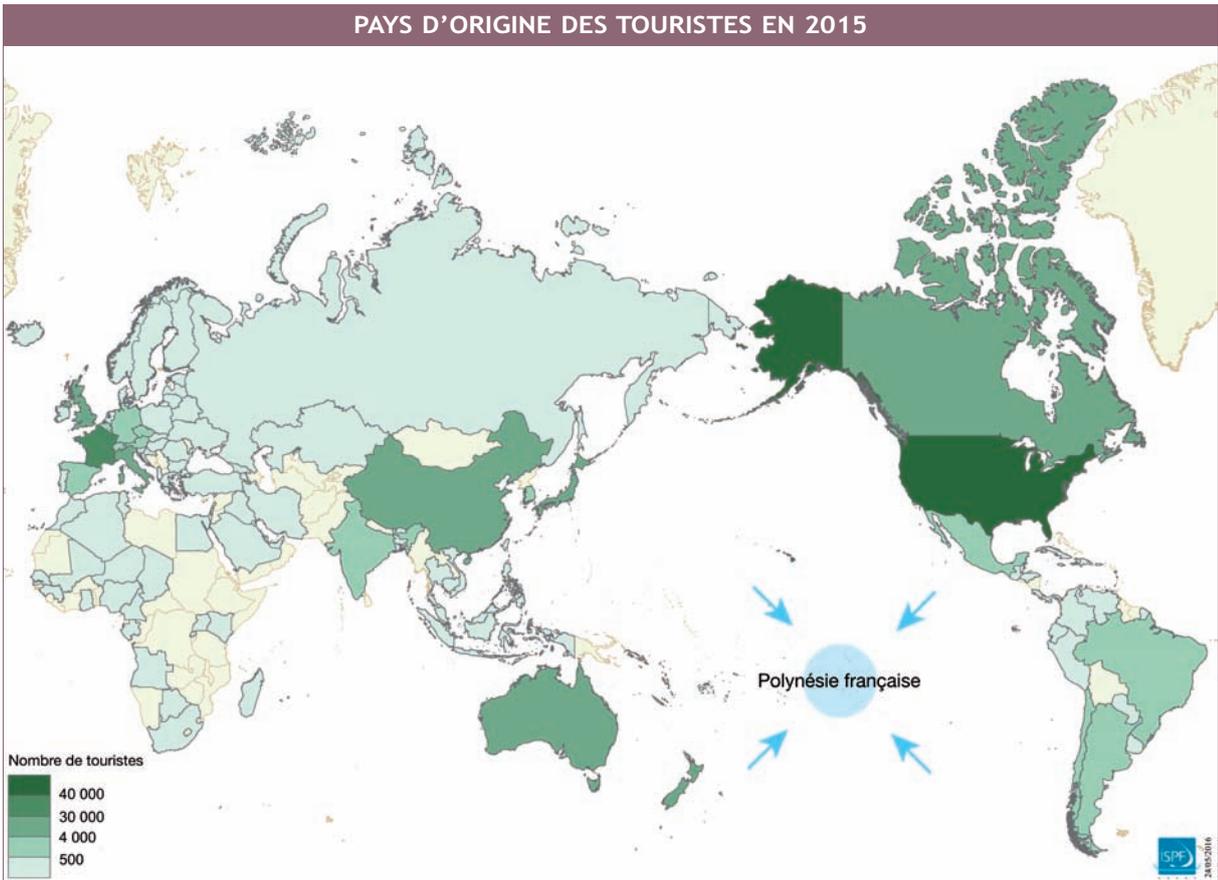
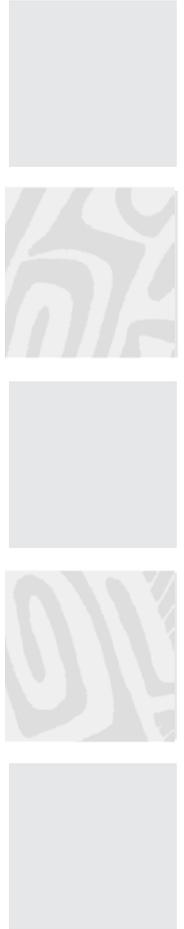
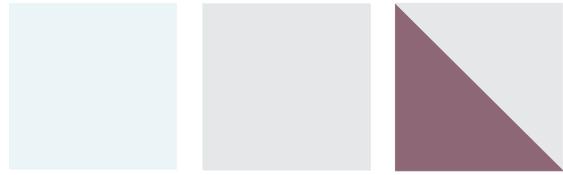




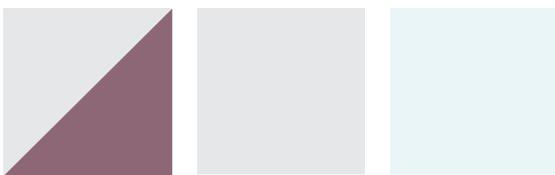
Sources : Service des Douanes, ISPF



Sources : Service des Douanes, ISPF



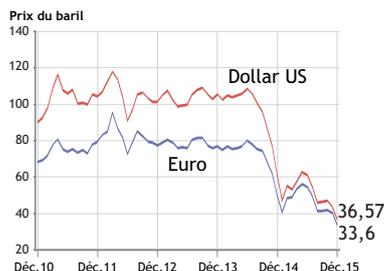
Source : ISPF (Enquête Fréquentation Touristique)



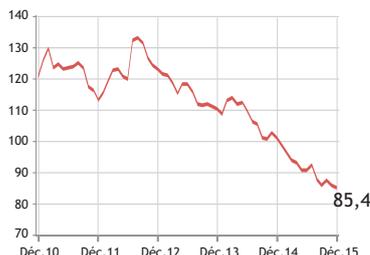
INDICATEURS

INDUSTRIE

Prix du pétrole (brent "daté")



Indice des prix des matières premières alimentaires



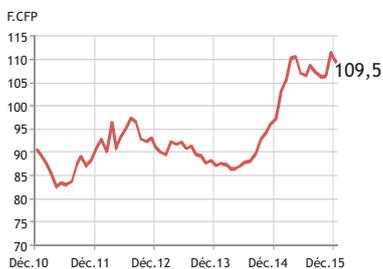
Indice des prix des matières premières industrielles



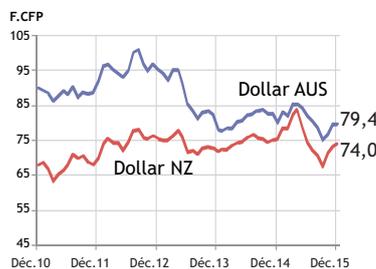
Source : INSEE

CHANGE

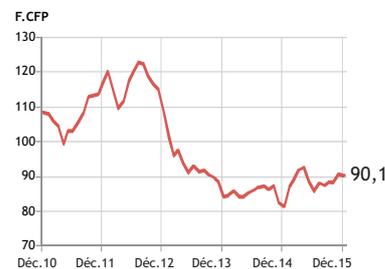
Dollar américain



Dollars australien et néo-zélandais



100 Yens



Source : Banque de Polynésie

INDICES BOURSIERS

Dow Jones



Nikkei 225



Eurostoxx



source : yahoo finance

ACTUALITÉ INTERNATIONALE - ANNÉE 2015

Janvier

le 23 • ZONE EURO - Politique monétaire : le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de lancer un programme étendu d'achats d'actifs. Ils s'élèveront à 60 milliards d'euros par mois jusqu'à septembre 2016, soit un total de plus de 1 000 milliards d'euros. Cet « assouplissement quantitatif » de la politique monétaire permet de palier à une inflation plus faible qu'attendue sur une période prolongée.

Février

le 03 • AUSTRALIE - Politique monétaire : la Banque centrale d'Australie (RBA) a abaissé son principal taux d'intérêt d'un quart de point à 2,25 %, un plus bas historique alors qu'il était inchangé depuis août 2013. Ce changement s'inscrit dans une volonté des autorités de stimuler la croissance économique jugée inférieure à son niveau tendanciel, et de peser sur le cours de sa devise jugé trop élevé.

le 10 • G20 - Politiques économiques et monétaires : le communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres des finances et gouverneurs des banques centrales du G20, souligne que « la croissance de l'économie mondiale reste inégale, et lente dans certaines économies avancées, en particulier la zone euro et le Japon ». Il note que « la forte baisse des prix du pétrole fournira une certaine stimulation à la croissance mondiale, mais avec des implications variées d'une économie à l'autre ». Il souligne ensuite que « une inflation faible et prolongée pourrait accroître le risque d'une stagnation persistante ». Et de préciser que « les ajustements de politique monétaire devraient être calibrés avec soin et faire l'objet d'une communication claire afin de limiter les effets de bord négatifs ».

le 27 • JAPON - Plan de relance : le Japon étant en récession depuis le 3^{ème} trimestre 2014, le Premier ministre Shinzo Abe a annoncé le déblocage de 3 500 milliards de yens (soit près de 3 000 milliards de F.CFP) sur l'année 2015. Il a annoncé que ce troisième plan de relance viendra soutenir les travaux d'infrastructures publiques, les bas salaires et les petites entreprises.

le 28 • CHINE - Commerce extérieur : dans un contexte de ralentissement de sa croissance, l'excédent commercial a atteint un record en février 2015, à 370,5 milliards de Yuans, soit 60,6 milliards de \$US. Les exportations ont crû de 48,3 % sur un an, à 169,2 milliards de \$US, après une baisse de 3,2 % en janvier. Les importations, elles, ont reculé de 20,5 % en février, à 108,6 milliards de \$US.

Mars

le 01 • CHINE - Politique monétaire : la Banque populaire de Chine (PBOC) a annoncé qu'elle abaissait de 25 points de base ses principaux taux directeurs, à 5,1 % pour le taux d'emprunt à un an, et à 2,25 % pour le taux de dépôt. Il s'agit de la troisième baisse de taux en moins de six mois, décidée en raison du ralentissement marqué de l'économie.

le 06 • ÉTATS-UNIS - Finances : soumises aux tests par la Fed, les 31 banques testées sont parvenues à afficher un ratio de fonds propres égal ou supérieur à 5 %, dans le cadre d'un scénario de crise, a annoncé la Banque de réserve fédérale. En revanche Deutsche Bank et Santander devraient faire l'objet d'une attention particulière en raison de leur gestion des risques estimée insuffisamment prudente par la Fed.

Avril

le 08 • ZONE EURO - Politique monétaire : la Banque Centrale Européenne lance une opération de « quantitative easing » (rachat massif de titres des dettes des États de la zone euro) qui devrait relancer la croissance dans la zone. Les objectifs sont de limiter l'explosion des dettes publiques, doper l'investissement et la consommation, et faciliter les exportations.

Mai

le 01 • CHINE - Finances : la Chine met en place un système de garantie des dépôts bancaires opérationnel à compter du 1^{er} mai : les sommes déposées sur des comptes bancaires seront intégralement assurées à hauteur de CNY 500 000 (EUR 75 000), soit une couverture de 99 % des déposants chinois.

le 03 • AUSTRALIE - Politique monétaire : la banque centrale australienne a abaissé le taux de trésorerie de 25 points de base, à un nouveau record bas de 2 %, visant à soutenir la croissance et abaisser le dollar australien.

le 10 • CHINE - Politique monétaire : la Banque Populaire de Chine baisse de 25 points de base ses principaux taux directeurs, à 5,1 % pour le taux d'emprunt à un an, et à 2,25 % pour le taux de dépôt. C'est la troisième baisse depuis novembre dernier, baisses motivées par une faible croissance et la baisse des prix de l'immobilier.

le 31 • JAPON - Prix : dans un contexte de reprise timide et pour la première fois depuis mai 2013, les prix ont augmenté de 2 % sur un an, hors produits périssables, selon les chiffres annoncés par le ministère des Affaires intérieures.

Juin

le 11 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la banque centrale de Nouvelle-Zélande a réduit le taux officiel de trésorerie (OCR) de 25 points de base à 3,25 %. L'objectif est de soutenir les revenus et la demande affaiblis par la baisse des prix du lait et de la récente hausse du coût de l'essence.

le 26 • CHINE - Finances : jugées surévaluées, les actions cotées à Shanghai ont chuté de 7 % en une séance. Il y a une semaine, les marchés actions chinois avaient déjà subi un tel vendredi noir. Depuis le pic de début juin, le SSE Composite, qui comprend notamment Air China ou Ping An, a perdu quelque 15 % de sa valeur. Depuis janvier, il reste toutefois en hausse de 30 %.

le 28 • CHINE - Politique monétaire : la Banque Populaire de Chine réduit ses taux directeurs à un niveau record de 4,85 % pour le taux des prêts à un an, et 2 % pour le taux des dépôts à un an. Simultanément, la banque centrale va abaisser de 50 points de base les ratios des réserves obligatoires pour certains établissements financiers.

Juillet

le 11 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la banque centrale de Nouvelle-Zélande a annoncé une baisse d'un quart de point de son taux directeur, ramené à 3,25 %. C'est la première baisse depuis plus de quatre ans.

le 15 • GRÈCE - Finances : le sommet de la zone euro à Bruxelles a débouché sur un accord pour un troisième plan de sauvetage de la Grèce estimé entre 82 et 86 milliards d'euros. La condition étant la mise en place

d'un calendrier d'urgence : le Parlement grec doit voter les lois qui vont permettre de « rationaliser le système de TVA et élargir sa base pour augmenter ses revenus », « améliorer la soutenabilité du système de retraites », « assurer l'indépendance de l'institut statistique ELSTAT », « mettre en place une Autorité fiscale indépendante et un mécanisme de réduction automatique des dépenses en cas de ratage des objectifs budgétaires ».

le 22 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la banque centrale de Nouvelle-Zélande a annoncé une baisse d'un quart de point de son taux directeur, ramené à 3 %. C'est la deuxième baisse consécutive alors que les perspectives de croissance économique du Pays ralentissent.

Août

le 01 • FRANCE - Épargne : le taux du Livret A passera pour la première fois sous le seuil de 1 % et sera fixé à 0,75 %. Après inflation, son rendement tombera à 0,4 % puisque les prix à la consommation ont progressé de 0,3 % en juin en rythme annuel, selon l'Insee.

le 11, 12, 13 • CHINE - Politique monétaire : la banque centrale de Chine (PBOC) a créé la surprise en abaissant le taux de référence de sa monnaie face au dollar de 1,9 %, l'entraînant à son niveau le plus bas depuis 2012. L'objectif est de relancer les exportations qui se tassent et la croissance qui s'essouffle. Ils franchissent par la même occasion une étape majeure vers l'internationalisation du yuan, en concédant un rôle plus important à la loi de l'offre et de la demande dans l'établissement du taux de change du yuan. Une exigence du Fonds monétaire international (FMI) pour que la monnaie chinoise rejoigne ses devises de réserve.

le 24 • CHINE - Bourses : toutes les places européennes reculent fortement lundi à la mi-séance et Wall Street est également attendue en baisse marquée à l'ouverture, les investisseurs fuyant les actions après la chute de près de 9 % des marchés chinois. Après le plongeon de 11 % de la semaine dernière, les places financières chinoises ont enregistré lundi leur plus net recul en une séance depuis 2007, effaçant le peu qu'il restait de leurs spectaculaires gains de la première partie de l'année.

Septembre

le 09 • CHINE - Croissance : critiquée pour son mode de calcul du PIB, la Chine va revoir la conformité de ses données statistiques. Le mode de calcul du taux de croissance sera mis en conformité avec les indices internationaux. La publication du PIB du troisième trimestre devrait prendre en compte cette nouvelle méthodologie. Un nouvel indice donnera cinq fois par jour le taux de change de référence du yuan renminbi.

le 10 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la banque centrale de Nouvelle-Zélande a annoncé une baisse d'un quart de point de son taux directeur, ramené à 2,75 %, et elle a jugé probable une poursuite de l'assouplissement de sa politique monétaire face au ralentissement de l'économie et à la chute des prix à l'exportation.

Octobre

le 06 • PACIFIQUE - Commerce : un accord de libre-échange Asie-Pacifique est signé par 12 pays. Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam : le « Trans Pacific Partnership » représente 40 % de l'économie mondiale.

le 23 • CHINE - Politique monétaire : la Banque populaire de Chine réduit son taux directeur de 25 points de base à 4,35 %, afin de renforcer l'économie. Le niveau des réserves obligatoires est lui aussi revu à la baisse.

Novembre

le 02 • FRANCE - CHINE - Industrie : une entreprise chinoise, la CNNC (Compagnie Nucléaire Nationale Chinoise) vient de signer un protocole d'accord avec Areva qui lui ouvre le capital de la société française, de façon minoritaire. Il faut y voir les conséquences des déboires financiers du fleuron français du nucléaire, mais aussi une montée en puissance des firmes chinoises dans le nucléaire, y compris français. En octobre 2015 EDF a déjà signé un partenariat avec l'entreprise chinoise CGN (China General Nuclear Power Corporation) pour construire deux réacteurs EPR à Hinkley point en Grande-Bretagne. Airbus annonce l'ouverture d'une ligne d'assemblage d'hélicoptère en Chine - après l'avoir fait pour les avions - quand Pékin montre au grand jour son tout nouveau C919, un rival pour l'A320 et le Boeing 737.

le 30 • CHINE - Politique monétaire : les réserves de change diminuent de 87,2 milliards de dollars en novembre, à 3 440 milliards de dollars, au plus bas depuis février 2013. L'appréciation du dollar américain en novembre, ainsi que les sorties de capitaux consécutives à la dévaluation du yuan renminbi le 11 août dernier, expliquent cette tendance à la baisse observée depuis les cinq derniers trimestres.

Décembre

le 03 • ZONE EURO - Politique monétaire : la BCE décide de pénaliser davantage les banques commerciales qui déposent leurs liquidités dans ses coffres : le taux qu'elles devront payer auprès de Francfort passe de - 0,2 % à - 0,3 %, afin de les inciter à prêter davantage aux ménages et aux entreprises. En revanche, elle laisse son principal taux directeur, le REFI, à 0,05 %, son plus bas historique, là aussi afin de maintenir au plus bas le coût du crédit.

le 09 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la Reserve Bank of New Zealand abaisse son taux directeur de 25 points de base à 2,5 %, suite aux inquiétudes face à une croissance économique plus douce et un faible taux d'inflation, et en dépit de conditions monétaires accommodantes. La banque indienne également qu'elle est prête à réduire davantage son taux d'intérêt de référence si nécessaire.

le 11 • MONDE - Matières premières : après avoir franchi la barre symbolique des 40 euros, les cours du pétrole continuent de chuter, atteignant de nouveaux points bas en près de sept ans. Les rapports de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) confirment la surabondance d'offre pesant sur le marché.

le 12 • MONDE - Environnement : au terme de la COP 21, « l'Accord de Paris » est adopté par consensus par l'ensemble des 195 parties, un accord historique qui doit permettre de lutter contre les changements climatiques. Cet accord n'est pas juridiquement contraignant, il fixe de nouveaux rendez-vous (2018 pour les pays développés). Chaque pays devra démontrer, tous les cinq ans, ses efforts en termes de réduction de GES. Les pays riches ont promis une aide de 100 milliards de dollars pour les pays pauvres, voire plus à partir de 2025. Les pays émergents sont invités - sur la base du volontariat - à participer à cet effort financier.

le 16 • ÉTATS-UNIS - Politique monétaire : la Fed relève son taux directeur pour la première fois depuis juin 2006. Le taux interbancaire est relevé d'un quart de point pour passer à une fourchette de 0,25 % à 0,50 %. La Fed promet aussi que le relèvement des taux serait ensuite « graduel » pour grimper à 1,4 % en moyenne fin 2016.

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF